

Profil social du chef de ménage et variabilité des revenus en milieu rural au Katanga : cas de trois villages du territoire de Kipushi, RD Congo

[Social profile of head household and variability of incomes in rural area in Katanga: case of three villages of Kipushi territory, DR Congo]

Mushagalusa Balasha Arsene, Kyungu Nyembo Manix, Kabala Kazadi Laurent, and Mujinga Kaoma Modeste

Département d'économie agricole, Faculté des sciences agronomiques,
Université de Lubumbashi, Lubumbashi, Katanga, RD Congo

Copyright © 2015 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Income is an indicator and one of measurements used in the studies of poverty. Poverty in rural areas covers deep disparities according to social characteristics' (gender, education, occupation...) of the household head. This work aims to contribute to the studies on the poverty dynamics in rural area. Its main goal is to analyze the variability of incomes according to social profile of the households head in rural area in Katanga. Methodologically, 123 households taken in a random way were surveyed in 3 villages of Kipushi namely Kanyameshi, Makwatsha and Mimbulu. Five types of households are identified according to their professions (farmers 54%, craftsmen 11%, tradesmen farmers 18%, civil servants 5%, and farm labourers 12%). There are the agri tradesmen who earn more income (1320\$) per year and 25% of the farmers, of the farm labourers, civil servants and the craftsmen realize nearly similar incomes. The marital status did not influence the income but the widowers have low income (703\$) per year and 25% of them do not reach 465. 6\$. As for the education, a significant difference is observed between the levels ($p=0,011$). If the academics have higher incomes followed by the illiterates, however, 25% of the latter have less of 450\$ per year. Being given that the rural incomes seem to be fluctuating and liable to several risks, to increase them surely, these results plead for a rural development which passes first of all by an agricultural development, sector of more opportunities.

KEYWORDS: Poverty, Income, Household head, Occupation, Marital status, Education.

RESUME: Le revenu est un indicateur et une des mesures utilisées dans les études de la pauvreté. Il se situe à un niveau bas en milieu rural et cette situation s'accompagne des profondes disparités selon les caractéristiques sociales (genre, niveau d'instruction, profession exercée...) du chef de ménage. Ce travail qui cherche à contribuer aux études sur la dynamique de la pauvreté en milieu rural a comme objectif d'analyser la variabilité des revenus en fonction du profil social du chef de ménage en milieu rural au Katanga. Du point de vue méthodologique, 123 ménages pris de manière aléatoire ont été enquêtés dans trois villages de Kipushi notamment Kanyameshi, Makwatsha et Mimbulu. Cinq types de ménages sont identifiés selon leurs professions (agriculteurs 54%, artisans 11%, agri commerçants 18%, fonctionnaires 5%, ouvriers 12%). Ce sont les agri commerçants qui ont plus de revenu soit 1320\$ l'an et 25% des agriculteurs, d'ouvriers, fonctionnaires et d'artisans réalisent des revenus presque similaires. L'état civil n'a pas influé sur le revenu mais les veufs en ont les plus bas soit 703\$ l'an et 25% d'eux n'atteignent pas 465,6\$. Quant à l'instruction, une différence significative est observée entre les niveaux ($p=0,011$). Si les universitaires ont des revenus supérieurs suivis des analphabètes, cependant, 25% de ces derniers ont des revenus inférieurs à 450\$ l'an. Etant donné que les revenus ruraux semblent être instables et sujets à plusieurs aléas, pour les accroître, ces résultats plaident pour un développement rural qui passe de prime abord par un développement agricole, secteur à plus d'effets d'entraînement.

MOTS-CLEFS: Pauvreté, Revenu, Chef de ménage, Profession, Statut matrimonial, Instruction.

1 INTRODUCTION

La République démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays à faible revenu au monde et dont un nombre important de ménages accroupissent dans l'insécurité alimentaire [1],[2]. Avec un taux de pauvreté élevé à 71,3%; 87,7% vivent de moins de 1,25\$ par jour par personne [3],[4]. Pour [5], le niveau des indicateurs des Objectifs du millénaire pour le développement reste plus mauvais en RDC que dans les autres grands pays pauvres d'Afrique subsaharienne. Cette situation s'accompagne de profondes disparités selon les caractéristiques sociales (genre, niveau d'instruction, profession exercée...) du chef de ménage et la localisation ou le milieu de résidence. Par exemple, le taux de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté est deux fois plus élevé en milieu rural (39%) qu'en milieu urbain (19%)[6]. Les études menées au Bénin par [7] révèlent que les ménages exclusivement agricoles affichent un niveau de pauvreté plus élevé que les ménages dont les chefs exercent dans le commerce ou le transport. Au Katanga, le seuil de la pauvreté est de 69,1% [8] et cette province appartient au groupe où le niveau des ménages en insécurité alimentaire varie entre 25 et 50% [1]. Les études récentes menées par [9] présentent les ménages agricoles de quelques villages de Kipushi dans une situation de pauvreté monétaire et alimentaire d'une part et décrivent le fossé homme femme dans les exploitations agricoles familiales d'autre part, pourtant celles-ci constituent pour la majorité des ménages agricoles leur principale source de revenu [10]. Suite à la faiblesse de la création d'emplois dans le secteur formel, en ville ou en milieu rural [11], les ménages développent des stratégies d'adaptation en diversifiant les sources de revenu et les cultures au sein des exploitations agricoles [12] ou travaillent dans les carrières minières artisanales au péril de leur vie pour gagner à peine un dollar par jour pour avoir un minimum vital[13]. Les revenus en milieu rural sont toujours à un faible niveau [14] mais il n'est pas simultanément aisé de les déterminer avec exactitude surtout dans le contexte d'une économie informelle généralisée sur l'étendue du pays [15] et d'autant plus que ces revenus sont sujets à plusieurs facteurs ou aléas. Par exemple, 80% de la population rural en RDC vivent de revenus et de produits agricoles[16] mais le faible rendement, la perte due la conservation (beaucoup plus remarquée pour les produits maraichers), la fluctuation des prix agricoles et les importations qui concurrencent la production locale plongent les ménages agricoles dans une situation d'incertitude ou de déception financière. Etant donné que le monde rural est au-delà du secteur agricole[17], il est nécessaire d'appréhender la manière dont les ménages ruraux forment leurs revenus pour mieux comprendre leur dynamisme[18]. Cette démarche se résume dans le cadre de ce travail en 3 questions : le type de profession exercée a-t-elle un impact sur le revenu en milieu rural? , comment ces revenus varient-ils en fonction du statut matrimonial du chef de ménage? Le niveau d'instruction a-t-il un effet sur le revenu du ménage dans le contexte des villages sous étude? Les hypothèses avancées vont premièrement dans le sens où les ménages ruraux diversifient leurs sources de revenus mais l'agriculture est la principale source pour la majorité bien que les revenus générés soient modestes.[11]. Deuxièmement, la profession exercée et l'état civil ne créeraient du point de vue statistique de différences de revenu mais les écarts seraient observables entre les groupes. Par ailleurs ; il y a lieu de soupçonner que le niveau d'instruction du chef pourrait avoir une incidence sur le revenu du ménage. Les études (à l'échelle provinciale) sur la pauvreté au Katanga existent [8] mais très peu d'elles ont prêté une attention sur les revenus des ménages ruraux surtout ceux de la zone agricole de Lubumbashi [19]. Eu égard à ce qui précède, ce travail se fixe l'objectif d'analyser la variabilité des revenus en fonction du profil social des chefs des ménages en milieu rural plus précisément dans les villages précités. Etant donné que l'incidence de la pauvreté rurale est liée à sa structure et à sa productivité [20], le but de cet article est de contribuer aux études sur la dynamique de la pauvreté en milieu rural pour rendre disponible les informations aux acteurs de développement et les autorités locales afin d'entreprendre les actions concrètes pour la promotion du monde rural. L'objectif spécifique poursuivi par ce travail est la comparaison de revenu en fonction du genre, de la profession exercée, de l'état civil et le niveau d'instruction du chef de ménage. Ensuite, l'étude fournit des explications de chaque situation dans la discussion des résultats.

2 MILIEU ET METHODES

2.1 DESCRIPTION DU MILIEU D'ETUDE

Situé dans la province du Katanga, le territoire de Kipushi est localisé à 11 ° 46' Sud et 27° 23' Est de la RD Congo. C'est une entité politico administrative décentralisée d'une superficie de 12059 km² avec une population de 283786 dont 17866 ménages agricoles. Ce territoire occupe une position stratégique étant donné que la ville de Lubumbashi (chef-lieu de la province du Katanga) s'y situe entièrement (**Fig. 1**) [22]. Outre la cité de Kipushi, qui est essentiellement minière, le territoire s'étend sur deux chefferies et un secteur (chefferie Kaponda, Kinama et le secteur Bukanda) .Il est limité au nord par le territoire de Kasenga, au Sud par le Territoire de Sakanya et République de la Zambie, à l'Est par la République de la Zambie et à l'Ouest par Territoire de Kambove .L'étude s'est déroulée dans les villages Mimbulu, Kanyameshi situés respectivement à ± 18km et ± 28km de Lubumbashi sur la route Kipushi et Makwatsha à 41 Km de Lubumbashi sur la route Kasumbalesa. Le

sol de ces villages serait pauvre en azote et nécessiterait un apport en chaux et en fertilisant pour améliorer la productivité agricole [21].

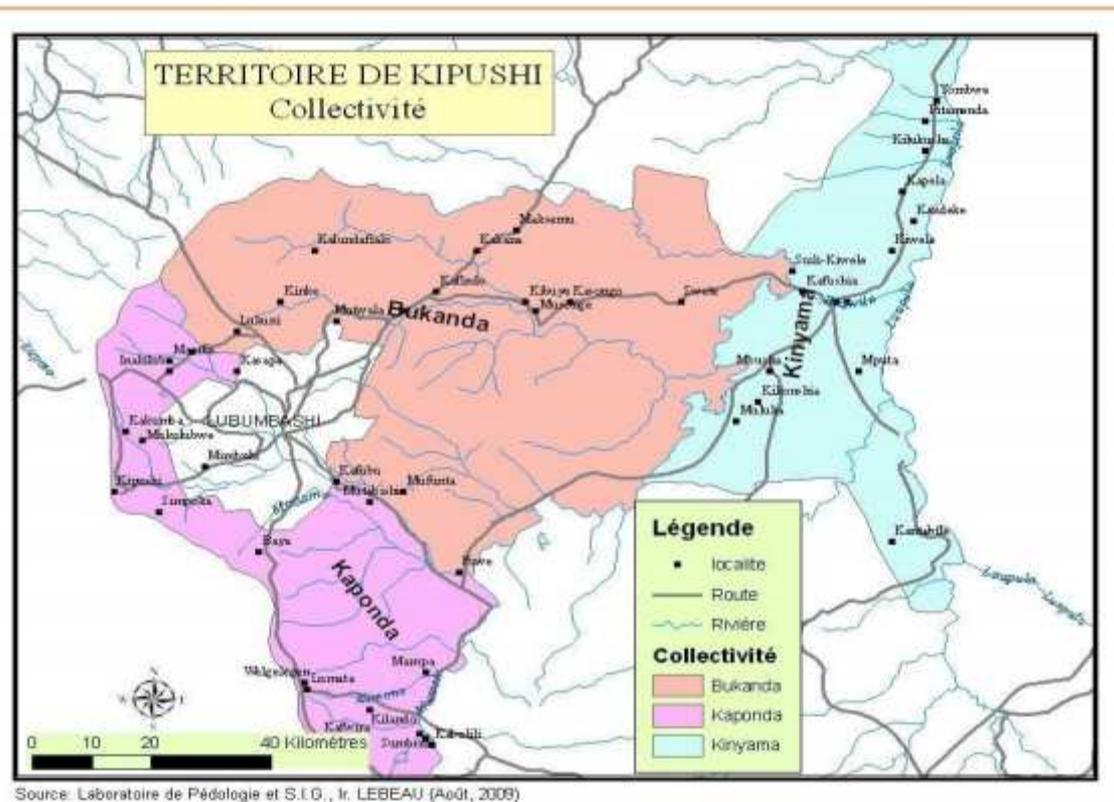


Fig.1. Carte représentant le territoire de Kipushi tirée de Tshomba et al, 2013.

2.2 ASPECTS SOCIOÉCONOMIQUES DU MILIEU

Le territoire est bien réputé pour ses activités minières mais dans les villages enquêtés, la principale activité économique est l'agriculture du type familial. Dans un contexte de pauvreté et de la faible productivité agricole comme partout en RD Congo [19], plusieurs stratégies sont développées par les ménages assurer leur sécurité alimentaire ainsi que leur survie[23]. Ainsi à Kipushi, hommes et femmes se débrouillent de façon à subvenir tant soit peu au besoin de leurs ménages au travers diverses activités. Outre l'agriculture devenue un secteur de refuge de la population dans l'arrière-pensée minière du Katanga [24] d'autres activités comme l'exploitation artisanale minière, la fabrication de briques et le charbon de bois sont pourvoyeurs de revenus dans les villages. La commercialisation des produits agroalimentaires reste dominée par les femmes qui en tirent les revenus pour prendre soin de leurs familles. Par ailleurs, on rencontre quelques fermes dans les villages Mimbulu et Kashamata qui constituent un cadre d'emploi agricole pour quelques villageois à une rémunération dérisoire.

2.3 MATÉRIELS ET MÉTHODES

La méthodologie utilisée dans ce travail est héritée d'un travail socioéconomique mené dans le même territoire par[12]. Les données utilisées dans cette étude proviennent des enquêtes couplées aux interviews menées du février au juillet 2013 et février -juillet 2014 dans le cadre de travaux de recherches menés à la faculté des sciences agronomiques de l'Université de Lubumbashi. Pour mener cette recherche, un questionnaire a été conçu pour recueillir les informations. Ces informations portaient sur le genre, niveau d'instruction, l'état civil, la taille de ménage, type de profession exercée, salaire ou revenu gagné des activités principales génératrices de revenu, l'argent reçu de transfert d'amis ou membres de famille ainsi que l'affectation de ces ressources. Au total, 123 ménages ont été enquêtés en raison de 50 à Mimbulu, 42 à Makwatsha et 31 à Kanyameshi. Ces villages, tous de la zone agricole de Lubumbashi ont été choisis sur base de leur accessibilité, la prédominance de plusieurs sources de revenu (artisanat, commerce, des activités agricoles toute l'année...) Le choix des ménages ruraux, pris de manière aléatoire après chaque 5 habitations est dû au fait que leurs activités ne sont pas seulement relatives à l'agriculture mais prennent en compte tous les aspects de l'économie rurale. Les enquêtes se déroulaient chaque weekend pour avoir la chance de rencontrer les responsables ou les adultes au sein des ménages. Selon

les sources de revenus, trois types de ménages ont été repérés. Les ménages agricoles, les ménages agri commerçants, artisanaux et ordinaires. Est considéré ici comme ménage agricole, le ménage dont le chef de ménage ou son épouse n'a comme activité économique que l'agriculture et dont dépend la survie des membres du ménage. il n'a comme autre source de revenus que les dons, les transferts ou le salariat agricole.[17]et tous les membres reconnaissent l'autorité d'un même chef de ménage (également chef d'exploitation ou de famille dans la plus part de cas) et prennent leur repas ensemble .Les ouvriers agricoles sont associés aux ménages agricoles car dans la plus part de cas, sa famille (femme et/ou enfant,..) pratique l'agriculture. La deuxième catégorie comprend ces personnes dont leur occupation principale est la commercialisation des produits agroalimentaires de la Zambie - Kipushi – Lubumbashi ou bien au sein du village ou du village vers un centre de consommation. Les ménages artisanaux englobent les femmes peintres de Makwatsha, les briquetiers et creuseurs dans les carrières minières. Un ménage ordinaire ici est celui qui ne jouit que de revenu issu du salaire dans le secteur formel. Ces gens sont très moins nombreux et travaillent dans la fonction publique (enseignants). Le niveau d'instruction ici ne tient pas compte nécessairement de l'obtention de diplôme mais le fait seulement d'avoir fréquenté une institution d'enseignement au minimum 2 ans. Cette étude n'a pas identifié (le nombre) toutes les sources de revenu par ménage mais plutôt elle indique le revenu issu de la source principale pour chaque chef de ménage enquêté. Pourquoi cette étude s'intéresse-t-elle au revenu des ménages ? Le revenu est indicateur utilisé pour mesurer non seulement le bien être de la population mais aussi la pauvreté. En plus, la connaissance des revenus et leurs sources donnent la vue et la compréhension de la dynamique de la pauvre et le moyen d'existence de la population pauvre [25],[20]. Enfin, c'est le revenu qui détermine le pouvoir d'achat[26] et qui permet à chaque ménage de consommer les biens et services. Dans la discussion, un accent sera mis sur le revenu agricole en ce sens que l'agriculture occupe plus d'un rural. Le revenu considéré ici est relatif à une période donnée (pendant la période d'enquête) mais étant donné que certaines activités des ménages (maïsiculture par exemple) ne peuvent pas procurer mensuellement l'argent, l'étude a contourné cette difficulté en ramenant tous les revenus à l'échelle annuelle. Dans ce cas, la prudence reste de mise car les fluctuations de revenus selon les périodes [17] ne sont pas prises en compte ici. Selon[27] , le revenu en milieu rural est la somme de gains agricoles et non agricoles ou bien de l'emploi. Les données récoltées ont été saisies sur Excel et ensuite transférées vers le logiciel Statistical Package for Social Scientists (SPSS21).Les statistiques descriptives sont appliquées pour calculer les fréquences, les pourcentages, les moyennes, écart types et les quartiles. L'analyse de la variance a servi pour comparer ces moyennes. La grande difficulté rencontrée pendant la récolte de données de ce travail était la réticence des enquêtés à déclarer leurs revenus du à un manque de confiance.

3 RESULTATS ET DISCUSSION

3.1 CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES MÉNAGES ENQUÊTÉS

Les ménages enquêtés contenaient en moyenne 7 personnes et dirigés par les hommes à 81% et les femmes chefs de ménages ne représentaient que 19%. 59,4% de ces chefs de ménages ont un âge variant entre 18-49 ans. Cette tranche est celle d'intense activité pour l'homme pour accumuler la richesse. Les résultats sur le genre se rapprochent à ceux de [28] trouvés au sein des ménages agricoles burundais où 74 % des exploitations sont dirigées par les hommes contre 26 % de femmes. La même taille de ménage a été récemment trouvée dans les mêmes villages par[19] et au Bénin par [7]. C'est sur cette taille que repose la main d'œuvre familiale mais lorsque tous les individus ne sont pas tous actifs pour contribuer aux charges du ménage, une large taille peut être une cause et accentuer la pauvreté. Ces femmes chefs de ménages sont identifiées plus dans la catégorie de veuves et célibataires. Les femmes mariées chefs des ménages ne le sont temporairement qu'à l'absence de leurs maris. Les études menées au Sénégal montrent aussi qu'on trouve les plus fortes proportions de femmes chefs de ménage parmi les personnes célibataires ou en rupture d'union ; ainsi les chefs de ménage veufs ou divorcés sont majoritairement des femmes (respectivement 86,6 % et 69,2 %) contre à peine 11,7 % et 12,1 % pour ceux qui vivent en union polygamique ou monogamique[29]. Tous ces chefs identifiés ne sont pas tous agriculteurs mais chacun tente saisir l'opportunité disponible dans son environnement pour développer une activité génératrice de revenu les revenus.

3.2 LES REVENUS

La diversification de moyen d'existence inclue les activités agricoles et non agricoles, l'emploi ou autres services pour générer les revenus. La profession n'étant bien définie en milieu rural, ce qui est pour un ménage donné une activité principale peut être une stratégie de survie ou une activité complémentaire de revenu pour un autre ménage[30]. Toute fois, le revenu généré en milieu rural mérite une attention particulière en ce sens que la croissance des revenus ruraux réduirait non seulement la pauvreté rurale mais encore la pauvreté urbaine alors que l'inverse n'est pas vrai[31].Quant à ces revenus,

il existe des disparités entre les villages de même qu'au niveau des ménages d'un même village. Ainsi, sans tenir compte de sources, à Kanyameshi, le revenu annuel moyen s'élève à 1152\$, il baisse de 24\$ et de 81,6\$ respectivement à Mimbulu et Makwatsha. Une similaire situation est décrite dans certaines communes de Maroc où les disparités entre les communes au sein d'une même région sont parfois plus grandes que les régions elles-mêmes [32]. Pour le cas de villages étudiés ; il y a lieu d'affirmer que l'enclavement d'un village ou son éloignement du centre ville peut influencer sur le revenu agricole [33]. C'est le cas de Makwatsha qui est plus éloigné (41km) de la ville de Lubumbashi et d'où les revenus bas sont enregistrés.

3.3 GENRE ET VARIABILITÉ DES REVENUS

Les hommes avaient des revenus légèrement supérieurs aux femmes. En moyenne, le chef de ménage du sexe masculin en avait 1116\$ l'an alors que la femme réalisait 1092\$. 25% de toutes les deux catégories en avaient moins de 660\$. 192\$ étaient les plus bas revenus réalisés par la femme alors que 180\$ étaient signalés chez l'homme. Le revenu plus élevé chez l'homme était de 3996\$ et 3324\$ pour la femme. Si les revenus des femmes se rapprochent à ceux des hommes, cela est expliqué par le fait que plus de femmes intègrent la chaîne de commercialisation des produits agricoles simultanément actrices dans l'agriculture familiale. Or le commerce des denrées alimentaires est rentable car l'accroissement démographique de la ville de Lubumbashi et de la cite de Kipushi entraîne aussi une hausse de la demande alimentaire. Cependant, la production locale ne couvre pas les besoins alimentaires. Récemment, [10] ont indiqué que même au niveau de la production agricole, les femmes enregistraient des faibles productions que les hommes. Selon plusieurs organisations, ce faible rendement de même que le revenu sont justifiés principalement par le faible accès et inégal aux ressources et facteurs des productions par la femme [34].

3.4 PROFESSIONS ET VARIABILITÉ DES REVENUS DES CHEFS DES MÉNAGES

Si dans les zones urbaines comme Lubumbashi une proportion importante de ménages tire leurs revenus des services et des industries, le cas n'est pas pareil dans les zones rurales. Dans la ville comme Dakar par exemple où 30 % du revenu proviennent de salaire, viennent ensuite les entreprises non agricoles, les transferts et la propriété[29] mais les zones rurales abritent très peu d'entreprises pour donner l'emploi aux ruraux. Les résultats trouvés dans les villages enquêtés sont presque similaires à ceux obtenus dans d'autres zones en république démocratique du Congo. Ils confirment en premier lieu que l'agriculture occupe la majorité de la population rurale[16],[24],[35],[36],[37] mais dans un contexte de chute de production, 80% de celle-ci n'est que pour l'autoconsommation[23]. Il est rapporté que la RDC a connu non seulement la chute de sa production agricole mais aussi le revenu par tête a sensiblement baissé comparativement aux années 60 et la part de l'agriculture dans la formation de revenu est tombée de 75 à 54 pour cent[2] . Les résultats trouvés au Burundi prouvent que les activités agricoles (65%) sont plus représentées que les activités extra agricoles (35%)[38]. Par ailleurs, les revenus identifiés ici se situent dans la gamme de revenus trouvés dans le territoire d'opale où l'enclavement rural a de l'influence sur l'inégalité de revenu variant de 789,4 à 2333,7 \$ l'an [33].

Tableau 1. Professions exercées et variabilité des revenus des chefs de ménages

Professions	Effectif (%)	Revenu moyen	1 ^e quartile	Médiane	3 ^e quartile
Agriculteurs	66 (54)	1092±618	705,6	1065,6	1333,2
Artisans	14 (11)	1035,6± 643,2	650,4	866,4	1333,2
Agri commerçants	22(18)	1320± 703,2	751,2	1200	1861,2
Fonctionnaires	6(5)	1040,4± 552	600	840	1507,2
Ouvriers agricoles	15(12)	1005,6± 124,8	600	1066,8	1333,2

Ce tableau 1 montre que sur 100% des ménages enquêtés, 54% soit 66 chefs des ménages ont pour profession l'agriculture, 11% œuvrent comme artisans, 22(18%) sont agri commerçants, 5% sont fonctionnaires et 12% travaillent dans les fermes et dans les exploitations familiales des autres. Les revenus annuels de l'agriculture sont de plus ou moins 1092\$. 25% des agriculteurs ont des revenus inférieurs à 705,6\$ lorsque la moitié d'eux en a moins de 1065,6\$ l'an. Même si aucune différence significative ($p>0,05$) n'est indiquée quant aux revenus et la profession, il est cependant observé que les chefs de ménages ayant combiné l'agriculture et le commerce ont de revenus moyens élevés de plus ou moins 1320\$ alors que 75% d'eux en ont moins de 1861,2\$. C'est dans la catégorie des ouvriers agricoles où les revenus moyens sont légèrement faibles (1005,6\$) mais 25% d'eux ont les mêmes revenus que les fonctionnaires en dessous de 600\$. Les revenus sont identiquement inférieurs à 1333,2\$ pour 75% des ouvriers, artisans et agriculteurs. Dans son étude sur les inégalités de revenu au Sud Kivu,[17]révèlent que les ménages agri commerçants et les simples agriculteurs leurs revenus se

différent. Les auteurs montrent que les revenus annuels totaux des ménages agri commerçants étaient de 1978,1\$. Ces agri commerçants ont également des revenus agricoles supérieurs (914.4\$US) par rapport aux ménages agriculteurs (607,3\$US). Ceci est justifié en partie par le rôle que joue l'activité non agricole comme source de financement de l'agriculture familiale et un appoint dans l'amélioration de la sécurité alimentaire [14]. Par ailleurs, en examinant le premier quartile des artisans, fonctionnaires et ouvriers, ils correspondraient à une catégorie plus pauvre qui dispose un revenu de 50\$ à l'échelle mensuelle si on se repliait aux résultats de [39] dans la ville de Kinshasa. Pour ce qui est des ouvriers agricoles dont les fermes constituent un cadre d'emploi,[40] rapporte que leur emploi assure une émancipation surtout chez les femmes mais la rémunération reste médiocre pour 60% des ouvriers dans le pays comme le Maroc et l'Egypte. En observant le 3^e quartile des agriculteurs, artisans et ouvriers on est en face d'un même revenu mais en moyenne, ce revenu devient plus maigre (621,6\$ par an soit 51,8 / mois) chez le chef de ménage veuve ayant fréquenté au minimum deux ans d'école primaire, de âgée de plus de 64 ans et dont l'agriculture est la seule source de revenu. L'explication de ce phénomène est dû au fait que la veuve est vulnérable du point de vue plusieurs facteurs : primo, son âge affecte négativement ses potentialités physiques avec corollaire un sensible rétrécissement de son exploitation agricole familiale et abandon des filières lucratives très exigeantes comme le maraichage. Secundo, la plus part de ses enfants auraient déjà quitté la maison pour aller fonder leurs foyers, avec comme conséquence la perte de la main d'œuvre et l'aide familiale [12]. En plus, certaines barrières socioculturelles africaines font que la veuve ne jouisse pas des ressources laissées par son mari défunt comme le montre [7] dans son expérience au Bénin.

3.5 ETAT CIVIL DU CHEF DE MENAGE ET VARIABILITE DES REVENUS

Ce tableau ci-dessous présente la variabilité des revenus en fonction du statut matrimonial des chefs de ménages enquêtés.

Tableau 2. Variabilité des revenus en fonction de l'état civil du chef de ménage

Etat civil	Effectif (%)	Revenu moyen	1 ^e quartile	Médiane	3 ^e quartile
Mariés	101(82)	1153,2±384	666	1065,6	1333,2
Célibataires	14(11)	1050±648	804	1140	1232,4
Veufs	8(7)	703,2±252	465,6	692,4	794,4

Ce tableau 2 renseigne que sur 123 enquêtés, 101 soit 82% étaient mariés, 11 et 7 % étaient respectivement célibataires et veufs. L'analyse de la variance(ANOVA) n'a révélé aucune différence significative ($p > 0,05$) mais il est observé que les mariés ont des revenus annuels supérieurs ($\pm 1153,2$ \$) aux célibataires et de loin supérieurs aux veufs qui en ont $\pm 703,2$ \$. 25% de ces veufs ont des revenus de moins de 465,6\$ pendant 50% en ont moins de 692,4\$ et 75% de la même catégorie ne réalisent pas 794,4 \$ l'an. En observant le deuxième quartile de célibataires, ils ont des revenus élevés même si ils n'atteignent pas 1140\$. Le revenu sont généralement faibles pour toutes les catégories mais le dynamisme de célibataires après les mariés se comprendrait sous plusieurs raisons notamment, la majorité étant moins âgée (18 à 35 ans) que tous, physiquement, ils sont forts pour affronter de travaux exigeants en énergie comme la fabrication de brique, exploitation artisanale minière. Deuxièmement, pour certains, c'est simplement une motivation sociale ; celle d'organiser la vie et fonder indépendamment son foyer. Les propos de l'un d'eux, âgé de 25 ans dans le village Makwatsha sont éloquentes « *comme bientôt je me marie, je dois travailler, épargner pour payer la dot à ma belle-famille* ». En revanche, si les mariés cherchent à tout prix à accroître leurs revenus, c'est par le fait qu'ils sont conscients de responsabilités (scolarisation des enfants, santé et alimentation) à assumer comme parents. Toutefois, avec une taille moyenne de 7 personnes, les revenus générés sont loin inférieurs pour faire face aux besoins sociaux de base (alimentation, santé et scolarisation)[12], pourtant, les ménages pauvres accordent une grande part(70%) de leur revenu pour l'alimentation[41]. Parmi les mariés, ce sont les hommes de niveau primaire œuvrant dans l'artisanat et les femmes agricultrices dont les conjoints sont absents de la maison qui enregistrent de faibles revenus (636\$). Pour les hommes, cette situation pourrait premièrement s'expliquer par le faible pouvoir d'achat des consommateurs de produits proposés mais aussi l'interdiction d'exercer dans la carrière minière artisanale a contribué à une chute brutale de revenu et des conditions de vie des artisans. Ceci peut se comprendre dans le propos d'un ex creuseur rencontré à Mimbulu « *nous faisons bonne affaire dans les carrières minières mais depuis que nous sommes contraints de quitter nos sites, il est actuellement difficile de vivre sans argent*». Dans ces conditions, [42]souligne qu'une partie des chefs de ménages exerçant dans le secteur informel resterait vulnérable du fait de multiples aléas qui pèsent sur leurs activités.

3.6 NIVEAU D'INSTRUCTION ET REVENU DU CHEF DE MENAGE

L'éducation est essentielle pour le développement humain et la réduction de la pauvreté. Si l'amélioration du niveau d'éducation est une condition nécessaire à la réduction de la pauvreté, elle n'est assurément pas à elle seule la condition suffisante [20]. En milieu rural où plus d'un ménage tire l'essentiel de survie de l'agriculture ; le niveau d'instruction pourrait être un outil capital dans l'adoption de technologies agricoles pour la productivité agricole. Cependant les résultats rapportés dans plusieurs régions rurales congolaises indiquent qu'il ya une proportion importante d'analphabètes. Au sud Kivu par exemple,[43] rapportent que 45,8% de chefs de ménages étaient des analphabètes et 28,9% et 19,6% avec un niveau respectivement d'étude primaire et secondaire et 5,7% de niveau universitaire. Le niveau d'instruction diffère également en fonction du sexe. Le taux de scolarisation est le plus bas chez les femmes que chez les hommes. L'étude menées sur le niveau d'instruction et structures socioéconomiques dans les mêmes villages sous étude, révèlent que les analphabètes sont nombreux parmi les hommes alors que les femmes sont nombreuses ayant fait l'école primaire sans l'achever. Les chefs de niveau supérieur sont moins nombreux en milieu rural ne serait-ce que parce que les plus instruits y trouvent moins d'opportunités professionnelles. Ce même constat a été fait par [32] dans la commune rurale de Bitit au Maroc où seuls 6,4 % des chefs de ménage ont un niveau d'instruction « supérieur ».

Tableau 3. Variabilité des revenus en fonction du niveau d'instruction

Niveau d'étude	Effectif (%)	Revenu moyen	1 ^e quartile	Médiane	3 ^e quartile
Aucun	8(7)	1308 ±1172,4	450	1066,8	1524
Primaire	59(48)	1008±484,8	720	960	1200
Secondaire	52(42)	1132,8±552	666	1065,6	1332
Universitaire	4(3)	2006,4±612	999,6	2004	3000

De ce tableau on peut retenir que sur 100% des ménages enquêtés, la majorité soit 48% sont de niveau d'étude primaire, 42% de secondaire, 7% n'ont jamais fréquenté d'école alors que une petite proportion de 3% est arrivée à l'université. Une différence significative est observée entre les niveaux d'étude ($p=0,011$). Statistiquement, les revenus de chef de ménage ayant fréquenté l'école primaire et secondaire sont similaires mais ceux ayant fréquenté l'université ont des revenus élevés par rapport à d'autres. 50% de ces universitaires ne réalisent 2004\$ alors que 75% en ont moins de 3000\$ l'an. Pour les analphabètes, le fait qu'ils sont prédisposés à exécuter n'importe quel travail pour avoir de l'argent, cela explique leurs exploits en s'enlignant derrière les universitaires avec les revenus moyens de plus ou moins 1308 \$ pendant que 25% d'eux ont de la peine à gagner 450\$, une somme approximativement trois fois inférieure à la moyenne. Les revenus relativement supérieurs des universitaires s'expliqueraient par le fait qu'outre l'emploi officiel qu'ils exercent, du quel ils reçoivent une rémunération de manière régulière, ils ont la capacité de créer, diversifier et bien gérer d'autres activités génératrices de revenu non agricoles parallèles [12]. D'ailleurs, ces universitaires rencontrés sont à 50%(2) commerçants, 25% fonctionnaires. En plus, grâce à leur portefeuille et leur niveau, ces universitaires peuvent acquérir et adopter les innovations agricoles plus productives, lesquelles peuvent avoir l'incidence sur leur revenu. Plusieurs chercheurs signalent que le revenu provenant de l'activité non-agricole peut être un appoint significatif dans la formation du revenu global des ménages et jouer un rôle clé de sécurité alimentaire. [14],[17].

4 CONCLUSION

Il est nécessaire d'étudier les revenus vu leur importance dans le vécu quotidien des ménages et leur choix dans l'appréhension de la pauvreté. Cette étude avait comme objectif d'analyser la variabilité des revenus par rapport au profil social du chef de ménage. Spécifiquement, il s'agissait de comparer les revenus en fonction de la profession, de l'état civil et du niveau d'instruction du chef de ménage. Pour y arriver, une enquête a été conduite auprès de 123 ménages de Mimbulu, Makwatsha et Kanyameshi. Les résultats révèlent que les ménages enquêtés sont de 7 personnes, majoritairement dirigés par les hommes. Dans le contexte des villages étudiés, la profession exercée et le statut matrimonial du chef de ménage semblent n'avoir pas d'effet sur les revenus bien que les écarts soient observables. Il est remarqué que les chefs de ménages ayant combiné l'agriculture et le petit commerce avaient plus de revenu que tout le monde. 75% des agriculteurs, d'ouvriers agricoles et de fonctionnaires ont des revenus similaires inférieurs à 1333,2\$ l'an. Les veufs constituent une catégorie sociale qui gagne de revenu très faible et la situation s'empire lorsqu'elle est agricultrice, de niveau primaire et âgée de plus de 64 ans. Pour le niveau d'étude, ce sont les universitaires qui semblent gagner plus mais dans le contexte d'une économie informelle, ce sont les analphabètes qui viennent en deuxième position grâce à leur flexibilité et leur prédisposition pour n'importe quel travail. Au regard de la taille de ménage et les revenus repris ci-haut, il y a lieu de confirmer que les ménages

enquêtés baignent dans la pauvreté surtout que la quasi-totalité de membres ne dépendent que du seul revenu du chef de ménage. Ce travail recommande fortement et encourage l'éducation en milieu rural pour augmenter les chances professionnelles et réduire les inégalités dans les jours à venir. Les recherches ultérieures sont envisageables pour identifier toutes les activités génératrices des revenus.

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient vivement Baraka patient, Tshitebwa Michel, Rodrigue Fota Dachabo Damien pour avoir participé à la récolte des données sur terrain.

REFERENCES

- [1] L.D'Haese, JP. Banea-Mayambu, A.-Remaut-De Winter , Food Security in the Democratic Republic of Congo ,pp.19,2013
- [2] World Bank ,Democratic Republic of Congo Boosting Growth and Employment, Report no.59631-ZR, Volume II: Historical and Macroeconomic Context ,pp132,2011
- [3] PNUD, Rapport Sur Le Développement Humain 2013, L'essor Du Sud : Le Progrès Humain Dans Un Monde Diversifié, P172, 2013
- [4] Ahmed Moumami,Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo, Working Papers Series N° 112, African Development Bank, Tunis, Tunisia.,2010
- [5] Banque Mondiale, Santé et Pauvreté en République Démocratique du Congo : Analyse et cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, Rapport d'état Santé et Pauvreté, pp100.2005
- [6] INS, UNICEF, enquête par grappes à indicateurs multiples, MICS-RDC 2010, rapport final, 2011
- [7] E.Houngbo, Dynamique de pauvreté et pratiques agricoles de conservation de l'environnement en milieu rural africain: Le cas du plateau Adja au Sud-Benin. Environmental Sciences. Université de Abomey-Calavi, pp 326,2008.
- [8] PNUD, Pauvreté et conditions de vies de ménages, province du Katanga, RDC, pp20, 2009
- [9] A. Mushagalusa , Tshomba , Assani , and Nkulu,"Insécurité alimentaire dans les ménages agricoles de Kipushi (R.D. Congo): Une appréhension en termes de dépenses monétaires",*International Journal of Innovation and Applied Studies* Vol. 10 No. 4 Mar. pp. 1144-1149,2015
- [10] Genre et exploitations agricoles familiales en milieu rural au Katanga : étude de cas de Kipushi,in press, *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 2015
- [11] Eric Tollens, La Flambée des Prix Alimentaires et les Actions à Entreprendre dans l'Immédiat (et Après) pour la RDC , International Food Policy Research Institu,2008
- [12] A. Mushagalusa , Kasanda, Nkulu and P. Lebailly," Niveau d'instruction et structures socioéconomiques des ménages ruraux de Kipushi : analyse de dynamisme et perspectives, in press, International Journal of Innovation and Applied Studies,2015
- [13] Global Witness.,Rush and Ruin The Devastating Mineral Trade in Southern Katanga, DRC, Washington DC ,pp.30,September 2004
- [14] N.Zhu, Impact De La Participation Aux Activités Non-Agricoles Rurales Sur L'inégalité: Une Analyse Des Zones Rurales En Chine, pp.26, 2005
- [15] Bart Weijs, Dorothea Hilhorst and Adriaan Ferf, Livelihoods, basic services and social protection in Democratic Republic of the Congo, Working Paper 2,pp.84,2012
- [16] P. Lebailly,Cinquante années de dépendance alimentaire en RDC : situation et perspectives .par Unité d'économie et développement rural GxABT-Ulg,Contributions de la formation et de la recherche agronomiques au développement durable du Congo Gembloux, pp9, le 19 octobre 2010
- [17] G. Furaha, M.Leki Et Ph. Lebailly ,"l'impact des activités non-agricoles sur la pauvreté et l'inégalité rurales. cas des groupements katana et kavumu (province du sud-kivu",gembloux, 2013
- [18] D F. Bryceson,"African Rural Labour, Income Diversification & Livelihood Approaches: A Long-term Development Perspective", *Review of African Political Economy* No.80,pp.171-189, 1999.
- [19] Mushagalusa Arsène, Momba, Kasanda, and Nkulu Mwine,"Caractéristiques de l'agriculture familiale dans quelques villages de Kipushi: Enjeux et perspectives pour la sécurité alimentaire,"*International Journal of Innovation and Applied Studies* Vol. 10 No. 4, pp. 1134-1143,2015
- [20] FIDA, pauvreté rurale : Afrique de l'ouest et du centre, pp 113,2001.
- [21] Inspection de l'agriculture du territoire de Kipushi, rapport annuel interne des activités agricoles, pp.26,2012

- [22] J.T Kalumbu, J. M. F. Nkulu, F. Berti, P. Lebailly, Typologie des exploitations agricoles familiales du territoire de Kipushi/RDC, Territoires périurbains : développement, enjeux et perspectives dans les pays du Sud, Colloque international-ULg-Gembloux, 2013
- [23] Koen Vlassenroot ,Households land use strategies in a protracted crisis context: land tenure, conflict and food security in eastern DRC, Conflict Research Group University of Ghent ,pp40
- [24] M.J. Nkulu, Thèse de doctorat. Lubumbashi, Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences agronomiques, pp207, 2010
- [25] Hari Ram ,Poverty dynamics in rural Sindh, Pakistan, Working Paper No. 157,pp60, November 2009
- [26] E.Tollens, Current Situation of Food Security in the D.R. Congo : Diagnostic and Perspectives, Working Paper, n° 80, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, pp.45, 2003.
- [27] R.Dewina and Futoshi Yamauchi ,Human Capital, Mobility, and Income Dynamics: Evidence from Indonesia,jica-ri working paper,pp24march 2010
- [28] B. Minani, D. Rurema,P. Lebailly, Analyse et stratégies de l'agriculture familiale dans un pays post-conflit : cas de la province de Kirundo au nord du Burundi .
- [29] K.Mababou et Y. Charbit,"Genre et vulnérabilité au Sénégal : les femmes chefs de ménage,Migrations internationales et vulnérabilités, Revue européenne des migrations internationales, vol. 23, n°3 pp. 51-65 ,2007.
- [30] H. Karim and J. Nelson,sustainable livelihoods and livelihood diversification ,ids working paper 69,pp32
- [31] J.P. Chausse, T Kembola et R Ngonde, , "L'agriculture : pierre angulaire de l'économie de la RDC", Résilience d'un Géant Africain : Accélérer la Croissance et Promouvoir l'Emploi en République Démocratique du Congo, Volume II : Etudes sectorielles, *Médiaspaul*, Kinshasa, pp 1-97,2012
- [32] Programme RuralStruc - Phase II, Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation, – Rapport Maroc, pp234, Novembre 2009.
- [33] A. I. Bolakonga, m. Disonama, b. Michel et P. Lebailly, Influence De L'enclavement Sur L'économie Rurale en République Démocratique du Congo : Cas du Territoire d'Opala, Gembloux, 2012
- [34] FAO,La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, Le rôle des femmes dans l'agriculture, Rome ,pp.161,2011.
- [35] H, Kitsali , Mode de fonctionnement des exploitations familiales pour le développement agricole et rural au Katanga, cas de la zone agricole de Sambwa, thèse de doctorat,Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences économiques, pp.340, 2013.
- [36] H. Ndahama, P. B Cishibanji J. B Mashimago, B N.Kabale, J. P. Baluku, J. L. B. Kayeye, D. Matembera Busenga and D. B. Mushayuma, « Analyse des contraintes au développement de la production porcine dans la région de Katana, Sud Kivu, RD Congo », International Journal of Innovation and Applied Studies ,Vol. 7, No. 4, pp. 1384-1390, 2014.
- [37] Ministère de l'agriculture et du développement rural de la RDC, projet de loi portant code agricole
- [38] jp Hubert, 'étude de la diversification des activités des exploitations agricoles sous la pression démographique et foncière : cas du Burundi', *Tropicultura*, 14,1, pp17-23,1996.
- [39] E. Tollens, "Sécurité alimentaire à Kinshasa: un face à face quotidien avec l'adversité." Working Paper, n° 82, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven,pp41, 2003.
- [41] Z. Bouzidi S. El Nour W. Moumen,Le travail des femmes dans le secteur agricole: Entre précarité et empowerment Cas de trois régions en Egypte, au Maroc et en Tunisie, The Population Council. Pp. 21,2011
- [39] F. Goossens, Aliments dans les Villes, rôle des sada dans la sécurité alimentaire de Kinshasa, EC/08-96,pp75, avril 1997.
- [42] M. Kuepie: revenu du chef de ménage et stratégie de survie des ménages pauvres: une comparaison Dakar/Bamako, DIAL-CIPRE/CEPS-INSTEAD, 2006.
- [43] T. Badose, Chishibanji, and Félix Mugisho Maroyi, « Problématique de la non-intégration du planning familial et ses conséquences sur le développement des ménages dans les entités rurales de Kabare Nord », *International Journal of Innovation and Applied Studies* Vol. 9 No. 2, pp. 989-997,2014.